

L'Europe «hors démocratie»

Le «Brexit», et la montée partout des forces identitaires, repose la question de la démocratie en Europe. Car le néolibéralisme a survécu à la crise et se renforce. En se pliant aux impératifs financiers imposés par l'UE, les Etats nourrissent un processus de dévitalisation démocratique et accélèrent le démantèlement du modèle social européen.

Pierre DARDOT, philosophe et chercheur à l'université Paris Ouest-Nanterre-La Défense,
Christian LAVAL, professeur de sociologie à l'université Paris Ouest-Nanterre-La Défense

Longtemps la construction européenne est apparue comme le fruit d'un compromis entre une droite libérale, surtout soucieuse de bâtir une économie capitaliste régionale plus intégrée, et une gauche social-démocrate, attachée à faire valoir les droits des citoyens et des salariés en étendant à tous les pays membres les avancées démocratiques et sociales réalisées par les pays dans lesquels les organisations du mouvement ouvrier avaient réussi à peser sur la législation nationale. La consolidation de la démocratie en Espagne, au Portugal et en Grèce, d'abord, puis dans les anciens pays du «glacis soviétique» ont donné un certain crédit à la thèse selon laquelle l'Europe, si elle contribuait à élargir un espace économique d'accumulation au profit des entreprises capitalistes du «centre», avait aussi pour effet d'étendre à sa «périphérie» l'espace de la démocratie libérale, avec ses attributs classiques de libertés civiles, de droits politiques et même, dans une certaine mesure, de droits sociaux dits de «troisième génération». En somme, l'Europe unie reconduisait à son échelle le compromis historique entre le capitalisme, avec son besoin de grand marché et sa recherche de gains de productivité, et le pouvoir salarié organisé, avec sa protection

La citoyenneté nationale autant qu'européenne apparaît privée de toute valeur symbolique et de tout pouvoir effectif. Il en résulte dans de nombreux pays une poussée souverainiste, une montée de la xénophobie anti-immigrés et, plus récemment, l'apparition d'une germanophobie rampante.

sociale et son attachement aux politiques redistributives. Cette apparence de compromis a tenu jusqu'au début des années 1990. La chute du mur de Berlin, le changement du rapport de forces entre les classes sociales, l'imposition universelle du «consensus de Washington» et surtout les effets de la «nouvelle mondialisation» financière ont profondément infléchi la construction européenne dans un sens néolibéral. La crise financière de 2007-2008 et ses conséquences sur l'activité économique ont laissé entrevoir la possibilité d'une réorientation de l'Europe dans un sens moins favorable à la déréglementation des marchés et à la spéculation financière, mais la parenthèse s'est vite refermée. Le secteur financier, avec l'aide de gouvernements complaisants, a réussi à transférer le coût de ses propres excès aux Etats et aux ménages. La crise dite des «dettes souveraines», qui s'en est suivie, a conduit très rapidement à mettre en cause l'Etat social et à abaisser le coût du travail.

Une démocratie représentative nécrosée

Si la crise financière américaine et la crise de la zone euro n'ont pas provoqué la dé-démocratisation européenne, elles l'ont accélérée, accentuée et révélée au grand jour. Nous ne vivons

pas seulement les conséquences désastreuses d'une politique déflationniste, nous subissons une crise politique larvée qui a pour caractéristiques une désaffection croissante des électeurs vis-à-vis de l'Union européenne et un discrédit de plus en plus prononcé des responsables politiques qui, ne se sentant plus aucune obligation de respecter leurs engagements à l'égard de leurs électeurs, se vantent de n'avoir à obéir qu'aux «contraintes» des marchés financiers et aux règles impératives dont les institutions européennes se font les vestales sourcilleuses. En un mot, la citoyenneté nationale autant qu'européenne apparaît désormais privée de toute valeur symbolique et de tout pouvoir effectif. Il en résulte dans de nombreux pays une poussée souverainiste, une montée de la xénophobie anti-immigrés et, plus récemment, l'apparition d'une germanophobie rampante. En d'autres termes, c'est l'autolégitimation même de l'Europe, tant intellectuelle que politique, qui est radicalement minée par les politiques néolibérales. Cette situation singulière, que nous proposons d'appeler le «hors-démocratie» de l'Europe, s'inscrit dans un contexte mondial de nécrose prononcée de la démocratie dite «représentative». Elle a cependant des traits



Nous ne vivons pas seulement les conséquences d'une politique déflationniste, nous subissons une crise politique larvée qui a pour caractéristique une désaffection croissante des électeurs vis-à-vis de l'UE (ci-contre, manifestation à Paris contre la ratification du Pacte budgétaire européen).

singuliers, qu'il convient de saisir. L'un de ces derniers est à nos yeux particulièrement important : la voie de sortie de la démocratie en Europe est directement liée à la médiation d'instances juridico-politiques qui, chargées de faire respecter les normes économiques et les impératifs financiers, viennent se substituer aux pouvoirs nationaux, lesquels étaient censés, selon la doctrine classique de la démocratie, émaner de la communauté politique des citoyens. Des gouvernements européens mis en place à la suite d'élections sont ainsi passés sous la tutelle d'organismes techniques chargés de prescrire directement les coupes à opérer dans les budgets, les dépenses sociales et les réformes à mettre en œuvre. L'exemple grec, qui a pris figure de laboratoire pour le continent, est évidemment dans

toutes les mémoires. Mais il faut aussi se rappeler que tous les pays européens sont désormais sous la surveillance des instances européennes, et contraints de mener partout des « réformes structurelles » stéréotypées.

Le cercle vicieux des réformes structurelles

Le « hors-démocratie » de l'Europe tient à la constitutionnalisation progressive du principe de la concurrence, de la stabilité monétaire et de la « politique de l'offre » à travers les « réformes structurelles ». Dans le régime néolibéral européen, le pouvoir oligarchique du capital s'exerce en grande partie par l'entremise d'un système de contraintes qui a été délibérément établi par les gouvernements, et qui les empêche de mener une politique qui ne serait pas favorable

au capital dans son ensemble. C'est un corset institutionnel qui prive les gouvernements de toute véritable marge de manœuvre contracyclique et, pire, les contraint d'engager des mesures d'économie budgétaire procyclique pour respecter les objectifs chiffrés de déficit et de dette.

En d'autres termes, les contraintes budgétaires que l'Union européenne s'est données permettent d'imposer aux populations et aux salariats des « réformes structurelles », terme euphémisé qui renvoie au répertoire néolibéral des transformations jugées indispensables par les élites économiques : réformes des retraites (baisse du niveau des pensions, report de l'âge de départ), baisse du salaire minimum et des prestations sociales, réduction des protections des salariés contre les licenciements,

déréglementation du marché de l'emploi, privatisation et ouverture à la concurrence, précarisation du contrat de travail... Ces réformes sont supposées « libérer la croissance », puisque celle-ci, dans la doctrine officielle de l'Union européenne, ne dépend pas du niveau de la demande mais des contraintes pesant sur l'offre. De sorte que le marasme économique dans lequel est aujourd'hui plongée l'Europe, du fait du niveau très insuffisant de la demande effective, ne fait que renforcer les appels à sabrer dans les dépenses publiques et à accélérer les réformes du marché du travail et de la fiscalité, lesquelles coupes et réformes affaiblissent à leur tour la demande et l'activité.

La voie européenne de sortie de la démocratie

Ce cercle vicieux, qui est en même temps une occasion historique de se défaire du « modèle social européen », tient à la forme « ordolibérale » de la sortie européenne de la démocratie. Par là il faut entendre que le modèle théorique sous-jacent à la construction européenne a été fourni dès les années 1930 par les juristes et les économistes de l'école de Fribourg, lesquels, sous la direction intellectuelle de Walter Eucken, ont donné la priorité à l'établissement d'un cadre juridico-politique permettant l'équilibre des échanges et la stabilité monétaire. Pour le dire autrement, la « politique de l'offre », qui relève apparemment de la batterie doctrinale de l'école de Chicago, a trouvé en Europe un destin institutionnel particulier : elle est devenue, traité après traité, un élément indiscutable et inamovible du système constitutionnel européen. La doctrine ordolibérale vise à soustraire l'ensemble du champ économique à la discussion et à la décision politique. La monnaie relève de la seule Banque centrale, les budgets doivent toujours être en équilibre, les marchés, en particulier

La doctrine ordolibérale vise à soustraire l'ensemble du champ économique à la discussion et à la décision politique. La monnaie relève de la seule Banque centrale, les budgets doivent toujours être en équilibre, les marchés, en particulier celui du travail, doivent être « libérés » de toute intrusion sociale et politique perturbatrice.

(1) Selon un mot d'humeur de Romano Prodi. Cette « stupidité » tient à ce que le principe du respect automatique d'objectifs fixes indépendamment de la conjoncture, est absolument incapable de tenir lieu de coordination macroéconomique.

(2) Sur la « souveraineté de la constitution », voir Pierre Dardot et Christian Laval, « Cambiare Europa o cambiare l'Europa », in *Lettera Internazionale*, deuxième trimestre 2014.

le marché du travail, doivent être « libérés » de toute intrusion sociale et politique perturbatrice. C'est à ce véritable idéal d'automatique des objectifs, des fonctionnements, des procédures et des sanctions qu'ont répondu les différents traités qui, depuis Maastricht, ôtent aux gouvernements et aux Parlements toute latitude d'intervention autonome pour agir sur la conjoncture ou pour orienter les réformes de structures. Le dernier Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), appelé aussi Pacte budgétaire, signé par les chefs de gouvernement et d'Etat le 2 mars 2012, en est une parfaite illustration.

Avec le renforcement des procédures de contrôle du budget et l'accroissement de la pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent en œuvre les « réformes structurelles », avec la menace de sanctions automatiques pour les pays contrevenants, ce Pacte ne fait qu'accentuer ce que le Pacte de stabilité et de croissance avait déjà mis en place en 1997. Peu importe en réalité que ces pactes et ces traités aient dû être régulièrement révisés du fait du caractère « stupide » des règles mises en place⁽¹⁾, l'important tient à la philosophie politique ordolibérale qui en constitue le fondement. Cette philosophie politique voit dans la démocratie un danger potentiel dans la mesure même où les électeurs, et les partis qui voudraient les séduire par des illusions démagogiques, pourraient être tentés de remettre en cause les règles et les lois qui permettent au marché de fonctionner de façon optimale. Il convient donc d'empêcher toute intervention intempestive des pouvoirs politiques, surtout s'ils leur prenaient l'envie de remettre une décision dans les mains des électeurs. Le respect absolu des normes et des objectifs chiffrés aboutit à la désactivation de la démocratie jusque dans ses formes les plus timides, puisque

tout est fait précisément pour que les besoins et les désirs de la population ne viennent contaminer la bonne gestion monétaire et budgétaire.

Politiques économiques sous contrôle

Ce que l'on appelle pudiquement le « déficit démocratique » européen n'est certainement pas nouveau. Il est même consubstantiel à la construction de l'édifice de l'Union, dont l'un des principes est que le « pouvoir des citoyens » soit étroitement limité par le respect d'une « constitution économique » peu à peu définie et précisée par des traités, des directives et la jurisprudence de la Cour européenne de justice⁽²⁾. Cette limitation originelle du pouvoir démocratique s'est transformée depuis les années 2000 en une involution démocratique dramatique, marquée par le jeu de règles constitutionnalisées (la « règle d'or de l'équilibre budgétaire ») et par l'imposition de « réformes structurelles » présentées comme indiscutables puisqu'elles sont la condition de la bienveillance des marchés financiers, de l'attractivité des capitaux étrangers et de la compétitivité des entreprises nationales.

Depuis la définition des « critères de convergence » de Maastricht en 1992 et leur confirmation dans les traités suivants, jusqu'à la mise en œuvre du Mécanisme européen de stabilité en 2012, les surveillances et les contrôles des politiques économiques nationales se sont considérablement renforcés. D'un autre côté, il n'est plus possible de discuter des politiques déflationnistes, en dépit de leurs effets massivement récessifs qui inquiètent jusqu'aux responsables du FMI. La prolongation de la crise en Europe a aujourd'hui pour cause première et fondamentale la destruction d'un espace public de discussion, une destruction qui a les plus étroits rapports avec une manière de gouverner par des objectifs-



cibles qui sont soustraits au débat public. Cette manière n'est pas seulement procédurale : sa substance consiste partout et toujours à défaire les structures de l'Etat social et à abaisser la protection juridique des salariés. Les techniques drastiques de « surveillance intégrée », appliquées à la Grèce depuis 2010, et qui ont abouti à un désastre social qu'aucun pays européen n'avait connu depuis des décennies, constituent la variante extrême de la gouvernementalité européenne.

Une gauche ralliée au projet néolibéral

La déflation rampante qui s'installe en Europe n'est donc pas seulement imputable à de tragiques erreurs de politique économique, qui reproduisent les égarements des gouvernements après 1929, elle est liée à la dépression de la démocratie en Europe. Particulièrement symptomatique est le rôle de la gauche gouvernementale dans ce processus de dévitalisation démocratique. Plutôt que de constituer un contrepoids et une contre-force, les partis qui la composent se sont transformés depuis le début du millénaire en acteurs

de premier plan de cette sorte de la démocratie libérale. Une responsabilité particulière incombe au SPD allemand qui, par son alliance avec le New Labour de Tony Blair, a engagé toute l'Europe dans une logique de régression sociale puis, avec la généralisation de l'austérité, dans une profonde récession économique au début des années 2000. Ce virage ouvertement néolibéral de la gauche a permis de surenchérir sur la droite en matière de reculs sociaux affectant les retraites, l'indemnisation du chômage, l'extension du travail partiel ou dominical ou encore le « contrat unique de travail ». La transformation de la crise financière en crise des dettes publiques a été l'occasion pour la Commission européenne d'imposer à tous les pays, et d'abord aux pays du Sud, ce même type de réformes. Que la gauche dite par abus « sociale-démocrate », en se soumettant à cet ordre constitutionnel souverain, se soit finalement ralliée au projet néolibéral marque incontestablement une rupture dans l'histoire politique européenne dans la mesure où non seulement ce virage prive les salariés d'une voie politique

La prolongation de la crise en Europe à aujourd'hui pour cause première et fondamentale la destruction d'un espace public de discussion, une destruction qui a les plus étroits rapports avec une manière de gouverner par des objectifs-cibles qui sont soustraits au débat public.

alternative qui leur serait moins défavorable, mais il fait surtout de l'une de leurs principales expressions historiques dans le champ politique un nouvel adversaire déclaré de leurs intérêts. L'effet politique de ce virage est considérable. Si l'on prend l'exemple de la France, tous les repères lexicaux et les schémas intellectuels de la gauche depuis des décennies sont abandonnés et disqualifiés à mesure que les membres du gouvernement et les responsables du Parti socialiste reprennent à leur compte tous les poncifs et les clichés de la droite. Les souffrances et les angoisses d'une population de plus en plus exposée au chômage, à la précarité, à l'appauvrissement, ne trouvent plus d'écho dans une classe politique à la pensée uniformisée.

Le « séisme » du Brexit, à cet égard, n'est en rien surprenant. Si tout continue *as usual* en Europe, nul doute qu'il n'est que le premier d'une nouvelle longue série d'événements tragiques dans cette partie du monde. Il est donc de la plus brûlante urgence de briser le cadre ordolibéral dans lequel a été enfermé le projet européen. ●